

Face aux projets d'aménagement de terrains agricoles, la solution en Norvège serait-elle de transporter la terre vers d'autres sites ?

À mesure que la pression démographique s'intensifie en Europe, une pression comparable est observée par les responsables politiques et les autorités législatives qui doivent arbitrer en délivrant des autorisations de conversion de terres agricoles pour la construction de zones résidentielles, de routes, d'aéroports et de zones commerciales. Comment est-ce que les responsables politiques doivent intervenir ? Est-il envisageable de déblayer et de transporter la terre pour créer de nouvelles parcelles agricoles avec une qualité de sol comparable ? Qui paiera le coût de ces opérations ?

Par Adam O'Toole, (NIBIO, programme EJP SOIL, Norvège).



Photo : Oskar Puschmann, NIBIO.

Si vous vivez dans un pays européen dont les terres émergées occupent une grande part du territoire, l'assèchement et la reconversion des terres agricoles, qui sont des phénomènes qui évoluent lentement, n'ont pas dû retenir votre attention, mais ces phénomènes sont plus flagrants dans les pays qui ont peu de surfaces agricoles. Ils touchent par exemple la Norvège où seulement 3 % des zones émergées sont des terres arables, ce qui correspondrait à la proportion la plus faible de tous les pays d'Europe. À titre de comparaison, 33 % des terres sont des terres arables en Allemagne et en France et cette proportion atteint 22 % en Italie. En raison de la faible proportion de terres agricoles non vallonnées de bonne qualité en Norvège, une approche suscite de l'intérêt mais est aussi controversée : transporter les couches supérieures de terre des zones agricoles où des aménagements sont prévus vers d'autres sites et y créer de nouvelles parcelles si la couche de sol est peu épaisse ou le site était recouvert de forêts ou était non productif. L'année dernière, IKEA a abandonné une bataille engagée depuis 3 ans contre la confédération des agriculteurs norvégiens et l'alliance norvégienne pour la protection des sols qui voulaient contrecarrer son projet de construction d'un nouvel entrepôt IKEA sur une zone agricole de qualité exceptionnelle le long d'une autoroute. L'entreprise a pris cette décision alors qu'elle avait reçu le feu vert des pouvoirs publics locaux, qui se réjouissaient de la création d'activités commerciales ainsi que des perspectives d'embauche. Plusieurs projets de terrassement ont été mis en œuvre dans les années 80 pour aplanir des terrains vallonnés et les rendre plus exploitables et ont montré plusieurs décennies plus tard qu'il était possible d'obtenir une structure de sol raisonnable et d'atteindre des niveaux de production convenables sur de la terre provenant d'un autre site. Cependant, la qualité des résultats dépend du niveau de formation et de qualification des opérateurs chargés de creuser le sol pour extraire les

horizons, les entreposer et les déposer de manière adéquate et aussi méticuleusement que possible. Il existe une différence importante entre les opérations consistant à déblayer un terrain pour aménager une route et celles qui consistent à le déblayer pour l'utiliser à des fins agricoles. Bien que certaines opérations ont été couronnées de succès, la communauté agricole est toujours profondément sceptique à l'égard des bénéfices de cette méthode et certains craignent que cette solution soit uniquement utilisée par les promoteurs pour défendre leurs projets et intensifier l'exploitation de terres agricoles.

Des responsables politiques confrontés à un dilemme : délivrer ou non aux promoteurs de projet des autorisations d'aménagement sur des terres agricoles de qualité exceptionnelle.

En Norvège, deux élus locaux, Simon Nordanger du parti centriste et Herman Ekle Lund, un indépendant, ont récemment expliqué dans une tribune dans le « Nationen », un journal norvégien spécialisé dans l'agriculture, qu'ils avaient eu des difficultés à arbitrer la délivrance ou non à un promoteur immobilier d'une autorisation de construction de bâtiments résidentiels sur des terres agricoles de qualité exceptionnelle.

Les promoteurs devaient déjà respecter un cahier des charges strict concernant la protection des sols. L'autorisation d'aménagement était soumise à l'obligation de terrasser de nouvelles terres agricoles sur une surface deux fois supérieure à celle qu'ils occuperaient pour leur projet. Malgré tout, les responsables politiques avaient toujours des difficultés à prendre une décision. Ils se demandaient si le potentiel de production et la qualité du sol des nouvelles parcelles seraient identiques à celles du site original.





Photos : Oskar Puschmann, NIBIO.

Pour faciliter l'accord, les promoteurs ont complété leur offre et se sont engagés non seulement à terrasser une parcelle agricole d'une surface deux fois supérieure à celle d'origine mais aussi à améliorer considérablement la qualité et la structure des nouveaux sols. Ils ont inclus les propositions suivantes dans leur offre :

- Appliquer des techniques d'agronomie basées sur de bonnes pratiques.
- Associer des cultures de couverture aux cultures principales pour accumuler du carbone et améliorer la structure du sol.
- Amender les sols avec du biochar, du fumier et du compost pour améliorer la qualité du sol et séquestrer le carbone.

Les promoteurs ambitionnent de développer un puits net de CO_2 à partir de ces nouvelles terres.

[Un précédent en matière de pratiques exemplaires dans la gestion durable des sols en Norvège ?](#)

Dans le cas en question, les responsables politiques ont décidé d'accepter cette offre plus complète et d'approuver ce projet d'aménagement, tout en sachant que cette nouvelle offre pouvait s'apparenter à du "green washing". Dans leur tribune, ils ont donné les raisons qui ont motivé leur décision et ont expliqué qu'ils espéraient que ce projet établirait un précédent pour d'autres projets d'aménagement en Norvège pour que de meilleures pratiques de gestion durable des sols puissent être incluses dans l'accord conclu avec les promoteurs. Ils espèrent également que les promoteurs immobiliers deviendront de nouveaux acteurs engagés dans le financement d'approches visant à améliorer la qualité des sols et à réduire les émissions de CO_2 dans l'agriculture.



Photos : Oskar Puschmann, NIBIO.